



*Au service
des peuples
et des nations*

LE PNUD MAROC EN ACTION

RAPPORT 2012



*Au service
des peuples
et des nations*

LE PNUD MAROC EN ACTION

RAPPORT 2012



TABLE DES MATIÈRES

4	Le PNUD : Au service des peuples et des nations
5	Le PNUD MAROC EN ACTION : Fidèle à ses engagements
6	INTRODUCTION : 2012, une année charnière pour le Maroc
9	PROGRAMME DU PNUD MAROC : Une vision stratégique intégrée du développement humain durable
12	LE MAROC EN BONNE VOIE D'ATTEINDRE LES OMD
13	DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS : Le savoir-faire en partage
16	APPUI AUX POLITIQUES NATIONALES
19	APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET À LA RÉGIONALISATION
20	ZOOM SUR LES OASIS : Le Maroc et le PNUD se mobilisent pour sauver les oasis du Tafilalet
26	GESTION ET RESSOURCES
27	LISTE DES ACRONYMES

-  Environnement, croissance verte et à faible carbone, développement durable
-  Gouvernance démocratique, lutte contre la corruption
-  Réduction de la pauvreté, équité du genre et employabilité des jeunes

LE PNUD

AU SERVICE DES PEUPLES ET DES NATIONS

Depuis 1966, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Le PNUD privilégie les actions concrètes de proximité en faveur particulièrement des populations/zones les plus fragiles.

Les Droits de l'Homme, l'équilibre du genre, la valorisation des potentiels et des savoir-faire locaux représentent des axes stratégiques dans le cadre des trois domaines d'intervention prioritaires :

- Environnement, croissance verte et à faible carbone, développement durable
- Gouvernance démocratique, lutte contre la corruption
- Réduction de la pauvreté, équité du genre et employabilité des jeunes

En capitalisant sur les acquis de près d'une soixantaine d'années de présence au Maroc, le PNUD accompagne les principaux chantiers de développement à l'ère de la nouvelle constitution.

Une attention particulière est accordée à la mise en cohérence des politiques sectorielles, à la décentralisation et à la gouvernance démocratique.



*L'Administrateur
Helen Clark lors de
la visite du projet
Art Gold Maroc
(Parc Bouhachem,
Chefchaouen)*



*L'Administrateur
Helen Clark
avec le maire de
Chefchaouen*

LE PNUD MAROC EN ACTION

FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS



" Ensemble, nous changeons la vie quotidienne et les perspectives de nombreux marocains et marocains."

Marquée par le changement, mais sans rupture radicale, 2012 était une année charnière pour le PNUD au Maroc, comme en témoigne ce bilan de nos activités.

Au niveau national, 2012 a bien sûr été marquée par la prise de fonctions d'un nouveau gouvernement, élu dans la foulée de la réforme constitutionnelle de juillet 2011. Le PNUD se félicite de pouvoir continuer à accompagner les institutions et la société civile marocaines à travers cette nouvelle page de l'histoire du Royaume.

Tout en restant à l'écoute de nouvelles priorités gouvernementales possibles, le PNUD poursuit ses efforts pour appuyer le vaste chantier de réformes structurelles engagé depuis plusieurs années et renforcer aux niveaux central et décentralisé la convergence des politiques sectorielles. L'année 2012 a mis sur le renforcement des capacités – notamment pour accélérer les progrès vers les Objectifs du millénaire pour le développement – et, à travers l'appui aux politiques nationales, sur le développement local dans la perspective de la régionalisation.

Dans la coopération entre le Maroc et les Nations Unies, 2012 inaugurerait un nouveau cycle de programmation suite à la signature, en décembre 2011, du Plan d'action commun 2012-2016 de l'Equipe ONU au Maroc. Cette avancée dans la réforme de l'ONU permet désormais aux différentes Agences des Nations Unies de travailler de façon plus concertée et plus cohérente.

Dans ce contexte, le PNUD Maroc a fait un pas supplémentaire pour intégrer ses équipes de travail et renforcer la cohérence des interventions dans nos trois grands domaines de compétence :

réduire pauvreté et inégalités, consolider la gouvernance démocratique sensible au genre, et œuvrer pour un développement durable.

La capacité d'adaptation du PNUD aux exigences du moment nous a permis de contribuer en 2012 à des avancées notoires pour le Maroc, dont l'adoption de la Charte nationale de l'environnement et du développement durable et la finalisation du projet de loi relatif à l'Instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption. L'étroite coopération avec nos partenaires marocains et internationaux a également permis des résultats encourageants dans le cadre de projets décentralisés à valeur démonstrative, en particulier en ingénierie sociale et développement humain durable.

Le Maroc continue d'aller de l'avant, et les attentes de ses citoyens, comme de ses officiels, n'ont jamais été aussi élevées, relevant sans cesse la barre de la pertinence et de l'efficacité du soutien des Nations Unies. Merci au Gouvernement marocain, à nos nombreux partenaires nationaux du gouvernement ou de la société civile, à nos donateurs et partenaires internationaux, ainsi qu'à toutes les femmes et à tous les hommes qui travaillent dans nos murs ou à nos côtés, et qui tous nous font confiance. Ensemble, nous changeons la vie quotidienne et les perspectives de nombreux marocains et marocains.

Bruno Pouëzat
Représentant Résident du PNUD
au Maroc

INTRODUCTION

2012, UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LE MAROC

Suite à la réforme constitutionnelle adoptée en juillet 2011 et aux élections législatives de novembre 2011 qui ont abouti à un nouveau gouvernement, l'année 2012 a ouvert une nouvelle page dans la gouvernance du pays. Elle a été marquée par l'engagement de réformes législatives et institutionnelles visant la

réel a enregistré un taux de croissance annuel de 4,7% entre 2000 et 2009, alors que le taux d'inflation ne dépassait pas 2%.

Durant la même période, le revenu brut disponible par habitant a crû de plus de 4%. Cette amélioration a bénéficié à toutes les catégories sociales, mais davantage aux classes modestes et aisées qu'aux classes moyennes. Après s'être creusées au cours des années antérieures à 2000, les inégalités sociales se sont de ce fait stabilisées. Conjugée au ciblage géographique des ressources publiques, notamment à travers les actions conduites dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), cette tendance a réduit à 9% en 2007 un taux de pauvreté relative qui dépassait 16% en 1998.

L'inégalité en termes de consommation des ménages, base de calcul de la pauvreté monétaire, traduit cependant des écarts importants entre les plus aisés et les plus pauvres. En 2007, la dépense annuelle moyenne des 10% les plus aisés en milieu urbain était 18,6 fois celle des 10% les plus pauvres en milieu rural. Cependant, l'indice de Gini au Maroc reste inférieur à celui de grands pays émergents comme la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, le Maroc est classé dans la tranche inférieure de la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Le pays est en bonne voie de réaliser, à l'horizon 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies. Il est également engagé dans le processus de mise en œuvre des principes directeurs de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra qui en découle. Cet engagement s'est traduit par l'adoption de nouvelles méthodes de gestion des fonds publics axé sur les résultats, dans le sens de l'optimisation de leur utilisation, l'amélioration de la transparence



Le PIB réel a enregistré un taux de croissance annuel de 4,7% entre 2000 et 2009, alors que le taux d'inflation ne dépasse pas 2%.

mise en œuvre de la nouvelle constitution, centrées sur cinq chantiers prioritaires : la régionalisation avancée, le renforcement des mécanismes institutionnels et consultatifs, la mise à niveau des services publics et de l'administration, l'évaluation des politiques et la redevabilité sociale. Les préoccupations environnementales occupent une place de plus en plus grande dans les plans et stratégies de développement adoptés, avec une attention grandissante accordée aux énergies renouvelables et à l'exploitation rationnelle des ressources hydriques.

Ces nouveaux pas dans la modernisation de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance font suite à plusieurs années de réformes macroéconomiques et structurelles au bénéfice des performances économiques du royaume. Ainsi, *le PIB*

budgétaire et le renforcement du rôle des institutions de contrôle.

Pour consolider ses efforts de développement, le Maroc a initié un grand chantier structurant. Il s'agit de la

régionalisation avancée, dossier ouvert à la réflexion depuis le 3 janvier 2010, lorsque SM le Roi a institué une commission consultative sur le sujet. Le but de cette nouvelle réforme est de favoriser une large participation de la population à la conception et à la mise en œuvre des plans de développement régionaux et de prendre en considération les

particularités des territoires et les besoins spécifiques des populations d'hommes et de femmes dans ces territoires.

Au regard de ses ambitions et des exigences d'accélération de la croissance dans un contexte international incertain, le Maroc doit relever deux défis majeurs :

Une plus grande célérité dans la mise en œuvre des réformes structurelles, pour permettre une préparation optimale

des entreprises et du tissu économique à l'insertion dans l'économie mondiale ;

La convergence et l'intégration des diverses politiques sectorielles engagées sous forme de plans ou programmes



nationaux et de leurs déclinaisons territoriales. La plupart des stratégies sectorielles ayant été développées selon des visions, des logiques macroéconomiques, des objectifs et des mécanismes de financement propres à chaque secteur, ce travail complexe exige des processus de concertation et d'appropriation qui n'ont pas encore été suffisamment activés.



LE PNUD ET LES NATIONS UNIES : UN NOUVEAU CADRE DE COOPÉRATION PLUS COHÉRENT

En 2012, un nouveau cycle de coopération a été inauguré entre le Maroc et les Nations Unies, suite à l'approbation de l'UNDAF 2012-2016 en mars 2011. En signant ce cadre de programmation conjointe, les agences de l'ONU au Maroc se sont engagées à soutenir les réformes menées par le gouvernement en intensifiant leur coopération avec les institutions nationales et les différents acteurs de la société civile.

Pour compléter ce document, le Plan d'action commun (PAC) de l'UNDAF a été signé en décembre 2011 par les Agences de l'ONU représentées au Maroc et par le gouvernement. Ce plan fédère et rassemble dans l'action les contributions de chacune des Agences aux résultats escomptés.

soient opérationnalisées de manière cohérente. Il constitue donc un outil de planification et de suivi tant pour les Agences que pour les partenaires nationaux et les bailleurs de fonds.

Le Plan d'action commun mentionne, à titre indicatif, les ressources disponibles et les fonds à mobiliser par chaque Agence afin d'atteindre les résultats attendus de l'UNDAF, pour un total d'environ *148 millions de dollars des E.-U., dont environ 71 millions à mobiliser au cours des cinq années du cycle.*

Le PAC est structuré en cinq domaines identifiés en étroite

collaboration avec les partenaires nationaux, qui constituent les "effets" attendus du cycle de coopération 2012-2016 :

1. Le renforcement de la qualité de l'éducation et de la formation ;
2. L'amélioration de la santé et de l'état nutritionnel de la population ;
3. Le développement socioéconomique et la réduction de la vulnérabilité et des inégalités ;
4. La consolidation de la gouvernance démocratique sensible au genre ;
5. L'environnement et le développement durable.

En accord avec son mandat, le PNUD Maroc intervient sur les trois derniers effets.



Le PAC constitue par ailleurs un nouveau jalon dans la mise en œuvre au Maroc de la réforme des Nations Unies intitulée "Unis dans l'action" ("Delivering as one"). Elaboré de manière participative et inclusive, le Plan d'action commun vise à garantir que les priorités stratégiques identifiées par l'UNDAF

PROGRAMME DU PNUD MAROC :

● ● ● UNE VISION STRATÉGIQUE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

Dans l'esprit des réformes entreprises par le Maroc pour renforcer la cohérence des politiques publiques, le PNUD a fait de l'approche holistique et intégrée le principal choix stratégique pour la conception et la mise en œuvre de ses programmes durant le cycle de coopération initié en 2012.

Ainsi, la priorité du nouveau programme de pays 2012-2016 du PNUD Maroc est d'appuyer le gouvernement et les partenaires clés en vue d'assurer une meilleure cohérence des politiques sectorielles en se focalisant sur l'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et en ciblant les populations et les zones les plus vulnérables.

Le programme du PNUD capitalise sur ses avantages comparatifs, ses expériences et réseaux de partenaires pour renforcer les liens entre les stratégies nationales et les programmes territoriaux et locaux, et contribuer à la consolidation des chantiers de décentralisation, de modernisation et de démocratie. Ainsi, le PNUD organise ses interventions de manière intégrée en renforçant les liens entre ses principaux domaines d'action : réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité, droits humains y compris égalité des

sexes, gouvernance et changements climatiques.

TROIS GRANDS AXES D'INTERVENTION

Le programme de coopération PNUD Maroc inauguré en 2012 s'articule autour de trois grands axes d'intervention :

L'accélération de l'atteinte des OMD. Un programme de renforcement des capacités cible les départements ministériels et agences de développement en matière d'analyses stratégiques, d'évaluation, de mise en cohérence et de ciblage des politiques selon une approche basée sur les résultats et les impacts sur le niveau de vie des citoyens. Le partenariat est renforcé avec l'ONDH, le Haut Commissariat au Plan (HCP), les instituts de recherche, ONG et médias spécialisés afin de développer des outils de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale pour accompagner le ciblage et la mise en œuvre des choix stratégiques. L'objectif ultime est d'atteindre les OMD à l'horizon 2015 en assurant leur intégration de manière prioritaire et systématique dans les politiques, stratégies sectorielles et lois de finances.

PRIORITÉ AUX SYNERGIES INTERSECTORIELLES

Dans un discours prononcé lors de la Fête du Trône de juillet 2010, S.M. le Roi Mohamed VI résumait les principaux défis auxquels les Nations Unies pourraient apporter un appui concerté et coordonné pour la période 2012-2016.

Outre le renforcement de la compétitivité du Maroc et la mise à niveau des ressources humaines, il insistait sur les entraves qui

caractérisent la gouvernance des différents plans sectoriels mis en œuvre pour accélérer le développement économique et social et la progression vers les OMD.

S.M. le Roi soulignait alors la nécessité d'éliminer ces obstacles et "de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure synergie entre ces plans, dans le cadre d'une vision stratégique intégrée, excluant toute approche sectorielle érigée".

Le renforcement des chantiers de décentralisation, modernisation et lutte contre la corruption au service du développement humain et de la lutte contre les vulnérabilités et les inégalités.

21 programmes et projets en cours en 2012

En s'appuyant sur ses expériences, le PNUD contribue au renforcement des systèmes de gestion des connaissances pour la généralisation de la planification stratégique locale (niveaux régional, provincial, communal et intercommunal) en se focalisant sur l'inclusion des jeunes, l'égalité des chances et la création d'emplois à forte valeur ajoutée notamment dans les zones les plus vulnérables. Le PNUD capitalise sur son expérience en matière de modernisation des administrations publiques en agissant notamment au niveau décentralisé par la mise en place de Systèmes d'information communaux et l'appui à l'e-gouvernement. Le PNUD contribue aussi aux efforts



de transparence et de lutte contre la corruption à travers une stratégie ciblée de plaidoyer et de développement des capacités.

La mise en œuvre des stratégies nationales et territoriales de développement durable à faible carbone et créatrices d'emplois.

Le PNUD appuie l'opérationnalisation de la Charte nationale de l'environnement et du développement durable en accompagnant l'élaboration et la mise en œuvre i) du Plan national d'atténuation appropriée (NAMA), ii) du Plan national

d'adaptation (NAPA) et de gestion des risques et catastrophes naturelles et iii) l'adoption de l'Approche territoriale au changement climatique (TACC). En s'inscrivant dans le processus de décentralisation, le PNUD appuie les acteurs locaux afin qu'ils disposent des compétences, ressources et outils de suivi-évaluation pour la mise en



cohérence et la réalisation de ces plans et stratégies dans les territoires les plus pauvres. Il encourage les acteurs à s'engager dans le renforcement de la résilience au changement climatique et en faveur des villes/territoires neutres en carbone, de la création d'emplois verts, de la valorisation du patrimoine naturel et culturel, et de la promotion des produits du terroir à forte valeur ajoutée, en accordant une attention particulière à la dimension genre.

UN PORTEFEUILLE ACTIF

Le portefeuille actif du PNUD pour l'année 2012 était composé de 21 programmes et projets contribuant aux trois différents effets de l'UNDAF que le PNUD appuie :

Effet 3 : Le développement socioéconomique et la réduction de la vulnérabilité et des inégalités ;

Effet 4 : La consolidation de la gouvernance démocratique sensible au genre ;

Effet 5 : L'environnement et le développement durable.

Les programmes et projets sont classés en deux catégories en fonction de leur niveau d'implémentation :

National, en appui aux réformes et aux stratégies sectorielles ;

Décentralisé, en appui à la décentralisation et à la planification stratégique locale.

En 2012, le PNUD est également partie prenante dans d'autres programmes conjoints des Nations Unies au Maroc, dont le Programme conjoint "Le patrimoine culturel comme vecteur de développement au Maroc" (clôturé en 2012).

Par ailleurs, le PNUD a approuvé quatre nouveaux projets en 2012, dont la mise en œuvre démarrera en 2013 : i) Projet conjoint multi-Agence ONU d'harmonisation et de mise en cohérence des politiques publiques avec le ministère des Affaires générales et de

la Gouvernance ; ii) Projet conjoint multi-Agence ONU d'élaboration de rapports régionaux sur les OMD avec le Haut Commissariat au Plan ; iii) Projet d'appui de la vision touristique 2020 en terme de reclassification des unités touristiques avec le ministère du Tourisme (avec l'Organisation mondiale du Tourisme) ; et iv) Projet d'appui à l'élaboration de la stratégie nationale de biodiversité avec le ministère de l'Environnement.

TABLEAU : LISTE DES 21 PROJETS ACTIFS DU PNUD MAROC EN 2012

N°	Projet	Effet 3	Effet 4	Effet 5	Nat.	Déc.
1	Stratégie nationale intégrée de la jeunesse					
2	Communication pour le développement					
3	Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté					
4	Youth Employment Strategy Green					
5	Appui à l'Observatoire national du développement humain (ONDH)					
6	Programme des oasis du Sud- POS					
7	Programme du développement intégré de l'Oriental - Délio					
8	Programme d'appui au renforcement de capacités pour la mise en œuvre du PAC					
9	Programme santé maternelle					
10	Programme ART GOLD					
11	Projet anti-corruption					
12	Plan conjoint des NU à la riposte nationale au sida					
13	Code de l'efficacité énergétique dans les bâtiments résidentiels, commerciaux et les hôpitaux au Maroc					
14	Adaptation aux changements climatiques au Maroc pour les oasis résilientes					
15	Projet de gestion intégrée des forêts du Moyen-Atlas - GIFMA					
16	Intégration de la biodiversité dans la chaîne de valeur des plantes aromatiques et médicinales - PAM					
17	Gestion rationnelle des PCB - Pilier 1					
18	Intégration de la dimension environnementale dans la planification et la gestion locale					
19	Troisième communication nationale sur les changements climatiques					
20	Développement des capacités pour une stratégie de développement à faible carbone au Maroc					
21	Programme des oasis du Tafilalet - POT					

LE MAROC

EN BONNE VOIE D'ATTEINDRE LES OMD



Les dirigeants du monde se sont engagés à atteindre d'ici à 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont le premier est de diminuer de moitié la pauvreté. Le Maroc est en bonne voie de satisfaire à cet engagement.

En 2012, le PNUD a continué d'aider à relier et coordonner les efforts déployés dans le royaume en vue d'atteindre ces objectifs. En décembre, il a lancé en coopération avec le Haut Commissariat au plan et six Agences des Nations Unies une initiative conjointe pour assurer le rapportage et le suivi des OMD jusqu'en 2015.

4 Rapports nationaux 4 Rapports régionaux Plaidoyer et communication

Cette initiative consiste à appuyer le gouvernement dans la rédaction des rapports nationaux 2011, 2013 et 2015, à participer à l'élaboration de 12 rapports régionaux et à renforcer la communication et le plaidoyer sur les OMD.

Depuis octobre 2010, le PNUD déploie des efforts importants dans ce domaine en coordonnant la Campagne de communication sur les Objectifs du Millénaire pour le développement "8 pour 8", placée sous le Haut Patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, et organisée par les

Nations Unies au Maroc en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et le ministère de la Communication.

Dans le cadre de cette campagne de sensibilisation et de mobilisation sociale autour des OMD, la Caravane "Ana Maa'k Ya Chabab" ("Jeunes, je suis avec vous") a visité plusieurs villes du Nord et de l'Est



du pays en 2012. Menée par le groupe de rap marocain H-Kayne, Ambassadeur de bonne volonté du PNUD, cette caravane vise à inciter les jeunes à s'engager dans des actions de développement citoyennes et à les informer sur les réalisations concrètes de la coopération ONU-Maroc.

Le Maroc a par ailleurs été sélectionné avec six autres pays de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient (MENA) pour bénéficier d'une consultation nationale sur l'agenda de développement post-2015 organisée par les Nations Unies en vue d'informer le rapport du Secrétaire général sur les perspectives de définition de nouveaux objectifs de développement au-delà des OMD.

Ce processus est piloté dans le cadre d'une initiative conjointe de l'ensemble des Agences des Nations Unies présentes au Maroc, avec le PNUD comme chef de file. Une série de consultations avec différents segments de la société au niveau national et régional, dont une première a eu lieu avec des organisations de jeunes en octobre 2012, devrait aboutir à l'élaboration d'un rapport final au printemps 2013.



Groupe H-Kayne ambassadeur de bonne volonté du PNUD

DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS

● ● ● LE SAVOIR-FAIRE EN PARTAGE

Pour le PNUD, le développement des capacités est un processus qui implique toutes les parties prenantes, ministères, autorités locales, ONG, entreprises, universitaires et communautés, en vue de leur permettre d'acquérir, de développer et de maintenir les aptitudes dont ils ont besoin pour définir et réaliser leurs propres objectifs de développement.

Au Maroc, le développement de capacités est l'un des axes fondamentaux de tous les projets et programmes mis en œuvre dans les domaines d'intervention de

l'organisation : gouvernance démocratique ; lutte contre la pauvreté et les vulnérabilités ; et développement durable.

Au niveau national, en 2012, le PNUD a continué à aider les institutions marocaines à faire face aux engagements internationaux du pays et à répondre aux nouveaux défis de développement.

Dans le domaine de la gouvernance, le PNUD a formé des experts nationaux au suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption selon la méthodologie de travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En coopération avec l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption et sa section marocaine, le PNUD a également fourni aux députés des outils pour le suivi de la mise en œuvre de la convention ainsi que pour leur auto-évaluation en matière de lutte contre la corruption et de contrôle de l'action gouvernementale.

En appui au Plan national de mise en œuvre de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, et dans le cadre du projet de gestion rationnelle et d'élimination des PCB,



COOPÉRATION SUD-SUD POUR LE DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS

Dans le cadre des programmes du PNUD au Maroc, la coopération Sud-Sud joue un rôle de plus en plus grand dans le développement des capacités. En 2012, une convention a été signée entre l'Observatoire national du développement humain (ONDH) marocain et le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social mexicain (CONEVAL), lequel bénéficie d'une réputation mondiale. Cet accord vise à organiser les échanges de savoir-faire en matière d'évaluation indépendante des politiques publiques et d'utilisation de l'approche multidimensionnelle de la pauvreté. D'autre part, des contacts ont été pris,

à la requête des partenaires nationaux, pour organiser des échanges entre le Maroc et l'Algérie concernant l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) et l'ONDH.

Dans le domaine de l'environnement, un voyage d'études en Turquie organisé par le PNUD et la Fondation turque Tema a permis à des responsables nationaux et régionaux du Haut commissariat aux Eaux et forêts et à la lutte contre la désertification de visiter plusieurs forêts avec leurs homologues turcs, afin de s'inspirer d'expériences réussies en matière de gestion intégrée des espaces forestiers.

le PNUD a développé des activités de sensibilisation et de communication sur les risques liés à la manipulation des PCB auprès de toutes les cibles concernées: entreprises publiques et privées, régies autonomes de distribution d'électricité, ports et aéroports, laboratoires d'analyses des huiles contaminées, douaniers, etc. De même, des informations ont été diffusées sur les alternatives aux PCB pour encourager le remplacement des équipements contaminés par des équipements propres.

Faire de la commune le véritable maître d'ouvrage d'un développement intégré et participatif.



Toujours dans le domaine de l'environnement, un Programme de développement des capacités pour une stratégie de développement à faible carbone au Maroc a été signé en 2012 entre le PNUD et le Ministère de l'Environnement. Sa mise en œuvre à partir de 2013 devrait permettre d'assurer une meilleure cohésion des politiques et de développer les capacités institutionnelles liées à la gouvernance climat afin de favoriser une croissance plus verte. Des outils tels que les stratégies de développement sobres en carbone (LEDS) seront développés ainsi qu'un cadre propice au développement d'un portefeuille de mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA). De même, un capital de connaissances, bonnes pratiques et leçons apprises concernant l'atténuation des émissions de GES sera diffusé.

Dans le cadre du projet visant une meilleure efficacité énergétique dans le bâtiment, différentes activités en matière de renforcement de capacités ont été développées en 2012, en particulier pour appuyer les responsables marocains dans l'élaboration de normes et de guides techniques pour les professionnels de l'aménagement urbain, de la construction et de l'équipement ainsi que dans la formation de formateurs capables de disséminer ces nouveaux standards.

Au niveau local, les efforts du PNUD en matière de développement de capacités sont également très importants. Dans la continuité des actions engagées les années précédentes, deux grands domaines ont été touchés en 2012: (i) l'appui aux acteurs régionaux, provinciaux et locaux en vue de planifier un développement humain durable selon une approche territoriale ; et (ii) la formation d'hommes et de femmes, vivant dans des zones vulnérables, à l'agriculture durable et à divers métiers liés à la mise en valeur des produits du terroir ou du patrimoine culturel local.

En appui à la convergence des politiques publiques au niveau local, les programmes du PNUD appuient systématiquement le renforcement des capacités des élus et des fonctionnaires communaux en vue de faire de la commune le véritable maître d'ouvrage d'un développement intégré et participatif. En 2012, le PNUD Maroc a accompagné plusieurs communes dans la finalisation de leur plan communal de développement (PCD) ou dans la recherche de financements et de partenaires pour le mettre en œuvre, notamment dans le Moyen-Atlas, dans les oasis du Sud et du Tafilalet et, dans le cadre du programme ART GOLD¹, dans la région de l'Oriental.

La formation de jeunes et de femmes en vue de leur permettre de s'organiser et de vivre décemment d'activités de valorisation et de développement durable de leur territoire est l'une des autres grandes priorités des programmes de développement local du PNUD. Par exemple en 2012, dans les oasis du Maroc, de nombreux agriculteurs ont appris à

¹ Lancé en 2007, le Programme ART GOLD Maroc fait partie de l'Initiative ART – Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Développement Humain. Voir : www.pnud-gold.ma

économiser la ressource (eau, sol...) tout en accroissant leurs revenus à travers le développement de techniques comme le goutte-à-goutte, l'utilisation de compost et l'introduction de cultures à forte valeur commerciale. Des dizaines de coopératives et de groupements féminins ont également été encadrés et formés. Dans la chaîne oasienne qui s'étend de Guelmim à Tata par exemple, les femmes appuyées par le PNUD et ses partenaires ont fait revivre des métiers ancestraux comme la fabrication de tentes nomades ou la production artisanale de couscous.

Dans la même région, des jeunes ont été outillés pour vivre de la culture et de

la transformation de plantes endémiques, comme le figuier de Barbarie, ou pour se lancer dans l'écotourisme. Dans l'Oriental, des femmes ont développé des activités génératrices de revenus en apprenant à valoriser les dattes et les nèfles. Dans le Tafilalet, des hommes et des femmes ont bénéficié du capital de bonnes pratiques engrangé par le PNUD et ses partenaires pour développer le tourisme vert, ainsi que la fabrication et le commerce d'une vaste gamme de produits du terroir, tandis que des jeunes apprenaient à sauvegarder les espèces menacées de palmiers et étaient initiés à l'utilisation de technologies vertes comme le pompage solaire.

Dans plusieurs sites de montagne, les populations démunies qui vivent de la cueillette et de la vente à des intermédiaires de plantes aromatiques et médicinales (PAM) ont été sensibilisées à la valeur de ces plantes et formées afin de préserver la ressource en évitant d'arracher les racines. Elles vont également bénéficier en 2013 d'un soutien en techniques de négociation et de gestion de façon à intégrer la filière des PAM de manière formelle et à dégager des revenus plus importants de leur travail, jusqu'ici largement sous-évalué.



RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE GESTION DES INFRACTIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans la province d'Errachidia, une expérience innovante a été portée par le PNUD en 2012 en coopération avec le ministère de la Justice et le département de l'Environnement. *Relativement récentes, les lois visant la protection de l'environnement sont encore mal connues et peu appliquées* tandis que les infractions sont nombreuses : chasse et pêche en dehors des périodes et des zones autorisées, ponctions sur les ressources sans autorisation, constructions illégales, etc. Le projet pilote de renforcement des capacités en matière de gestion des infractions environnementales a permis de les faire mieux connaître à travers l'élaboration d'un guide des infractions environnementales et des sanctions correspondantes.

De plus, les praticiens et gestionnaires des infractions environnementales – magistrats, gendarmes, élus et fonctionnaires communaux, agents des Eaux et Forêts, etc. – ont été formés au cadre juridique existant et aux aspects opérationnels de leur travail, comme l'organisation de missions de contrôle, la rédaction de procès verbaux ou encore la gestion informatique des données relatives aux infractions et aux poursuites.

La dynamique produite par le projet a abouti à la création d'une cellule environnementale au niveau du parquet d'Errachidia et à la mise en place d'un réseau des acteurs locaux impliqués. Considérée comme un succès, cette expérience devrait être répliquée dans d'autres provinces du Maroc.

● ● ● APPUI AUX POLITIQUES NATIONALES

Durant cette année 2012 marquée par la conférence de Rio+20 et la Conférence des parties sur le changement climatique de Doha, c'est dans le domaine en expansion du développement durable que l'appui du PNUD aux politiques nationales a enregistré ses résultats les plus probants au Maroc.

L'adoption en décembre de la Charte nationale de l'environnement et du développement durable marque en effet un tournant dans la politique gouvernementale et aura des impacts importants dans les années à venir. C'est aussi une première dans la région arabe. Le PNUD a appuyé le gouvernement dans l'élaboration de la loi d'application de la Charte en mettant à profit les expériences concrètes menées sur le terrain et en facilitant l'implication des acteurs locaux.

La Charte nationale de l'environnement et du développement durable, une première dans la région arabe

Toujours sur le front de l'environnement, en application de la Convention de Stockholm, des avancées ont été enregistrées en 2012 dans l'institutionnalisation de la lutte contre les PCB. Après la création par décret en 2011 d'une Commission nationale des PCB regroupant l'ensemble des acteurs concernés, le processus d'appui à la réglementation de la gestion de ces produits dangereux pour la santé et l'environnement s'est poursuivi : un décret et plusieurs arrêtés réglementaires ont été élaborés au niveau du département de l'Environnement et devraient être adoptés prochainement.

De même, avec l'appui du PNUD, l'Agence de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE) a mené un travail d'élaboration réglementaire pour accroître l'efficacité énergétique dans le bâtiment. Suite à la production d'études techniques, des ateliers de travail ont permis d'établir



des normes différenciées selon les villes et les régions en vue de produire une réglementation appropriée à tout le territoire national.

En 2012, le PNUD a également signé un nouvel accord de coopération avec le département de l'Environnement afin d'appuyer la production du rapport national bisannuel sur la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Un autre projet visant l'intégration de l'environnement dans la planification locale a été signé en 2012 avec le département de l'Environnement, en partenariat avec la Direction générale des collectivités locales (DGCL) et l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) : à terme, il devrait contribuer à intégrer les objectifs environnementaux mondiaux dans les programmes de l'INDH et dans les plans stratégiques de développement local.

Comme de nombreux programmes visant le développement durable, ces projets bénéficient de financements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le FEM soutient par ailleurs depuis une dizaine d'années, à travers son programme de micro-financement relayé par le PNUD, des expériences innovantes menées par la société civile et les communautés de base pour atténuer les changements climatiques, lutter contre la désertification et préserver la biodiversité.

L'appui du PNUD aux politiques nationales vise également l'amélioration de la gouvernance démocratique et

RIO + 20 : LE PNUD MAROC AU RENDEZ-VOUS

Le PNUD a été particulièrement actif lors des préparatifs de la conférence marquant le vingtième anniversaire du Sommet de Rio de 1992. Avec ses partenaires marocains, il a participé à l'élaboration du rapport du Maroc Rio+20 et développé une stratégie de communication et de plaidoyer en faveur du développement durable des zones oasiennes et arides.

A travers un atelier d'appui, une stratégie de préparation aux techniques de négociation et de plaidoyer a été déployée notamment auprès du département de l'Environnement, en prévision de leur participation aux fora et conférences internationales.

la réduction de la vulnérabilité et des inégalités.

Dans le cadre du renforcement de la lutte contre la corruption suite à la réforme constitutionnelle de 2011, un projet mené par le PNUD et ses partenaires marocains a concouru en 2012 à la finalisation du projet de loi relatif à l'Instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption (ICPC). Cette loi devrait permettre à l'ICPC d'élargir ses prérogatives et de renforcer son indépendance. Une autre activité également lancée en 2012 a conduit une analyse des risques de corruption dans le secteur de la santé.

Finalisation du projet de loi relatif à l'Instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption (ICPC)

Dans le domaine de la gouvernance du système de santé, le PNUD s'est engagé en 2012 dans deux programmes conjoints en appui aux politiques nationales. Le premier participe à la révision du système d'information sanitaire sur la santé maternelle et infantile, la planification familiale et les soins curatifs. Avec l'appui technique du PNUD, de l'UNICEF, de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Ministère de la Santé a conçu un système d'information sanitaire basé sur un processus intégré de collecte, de traitement, de notification et d'utilisation de l'information sanitaire en vue d'éclairer les décideurs dans l'élaboration des politiques, l'exécution des programmes et la recherche en santé.

Un second programme dans le domaine de la santé vise à appuyer la riposte nationale au VIH-sida et regroupe 10 Agences ONU au Maroc dont le PNUD. Il concourt notamment à renforcer l'accès à la prévention combinée en matière de VIH des populations les plus exposées aux risques d'infection ; à renforcer l'accès des personnes vivant avec le VIH au traitement, à la prise en charge et au soutien psychosocial ; à lutter contre les discriminations ; et à optimiser les ressources dédiées à la riposte nationale.

Par ailleurs, en 2012, le PNUD a clôturé un premier programme conjoint d'appui à l'Observatoire national du développement humain, qui a permis de renforcer les capacités de cette institution en matière de veille stratégique, de suivi et de mesure du développement humain. Le montage et le lancement d'un nouveau programme conjoint ont suivi, visant l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques liées à la réduction de la vulnérabilité. Une base de données en ligne dédiée au suivi et évaluation du développement humain (www.albacharia.ma) a été finalisée et rendue accessible au public. Enfin, afin d'engager et de responsabiliser les acteurs régionaux et locaux, un système d'information territorial a été mis en place dans la région de Meknès-Tafilalet.

Egalement clôturé en 2012, le projet visant l'élaboration d'un cadre stratégique national de réduction de la pauvreté : conçu sous l'égide du ministère du Développement social et de la Famille en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés et le soutien technique du PNUD, ce cadre

méthodologique favorise la coordination, la convergence et la synergie, et préconise une corrélation étroite entre les niveaux politique, économique et social.

YES Green pour l'emploi des jeunes dans les métiers verts

Au Maroc comme dans toute la région MENA, les jeunes constituent une priorité sur l'agenda du développement. Après avoir appuyé l'élaboration de la stratégie nationale intégrée pour la jeunesse, le PNUD a lancé en mars 2012 l'initiative YES Green en partenariat avec le Ministère de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, avec l'appui financier du gouvernement du Japon. Ce projet contribue à l'élaboration d'une stratégie d'employabilité des jeunes dans les métiers verts dans deux régions pilotes, l'Oriental et Tanger-Tétouan. Des accords ont été négociés avec l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) et d'autres institutions et universités

en vue de former des formateurs aux métiers liés à l'efficacité énergétique, à la gestion des déchets, à l'eau et à l'assainissement liquide, et au tourisme durable. Parallèlement, 250 jeunes motivés ont été sélectionnés pour accéder à ces formations. A terme, à l'issue d'un appel à projet, de jeunes entrepreneurs prometteurs bénéficieront d'un appui notamment financier pour monter et développer leur entreprise.

Un autre projet en faveur des jeunes a été initié en 2012 dans le cadre du programme régional "Volontariat de la jeunesse arabe pour un meilleur avenir", qui a permis la tenue d'une consultation nationale des jeunes pour identifier leurs priorités. Les activités programmées pour 2013 devraient aboutir à une prise de conscience du rôle du volontariat dans le développement socioéconomique, à l'amélioration du cadre institutionnel sur le volontariat au Maroc et au renforcement des organisations de jeunesse.



● ● ● APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET À LA RÉGIONALISATION

Dans le cadre du Programme d'action commun des Nations Unies 2012-2016, le PNUD Maroc intensifie ses efforts d'appui au développement local à travers sept initiatives visant la convergence des politiques publiques et la promotion d'une approche territoriale. Ces démarches

l'élaboration des plans de communaux de développement (PCD). Plus de 60 communes oasiennes intègrent désormais la problématique du développement humain durable dans leur PCD. Disposant d'une vision claire et de plans d'action réalistes et adaptés aux besoins des populations, les provinces et les communes ont pu mobiliser des fonds conséquents auprès du gouvernement.

Dans le cadre des trois grands programmes de sauvegarde des oasis dans le Sud (POS), le Tafilalet (POT, voir Focus ci-après) et l'Oriental (Délio), les acteurs locaux appuyés par le PNUD ont misé sur l'économie sociale pour relancer l'activité à travers la mise en valeur des produits du terroir, du patrimoine et la promotion de l'écotourisme. L'investissement important dans le renforcement des capacités des acteurs – coopératives, associations, présidents et membres des conseils communaux,



concertées sont un atout précieux pour le Maroc et seront capitalisées dans le cadre du grand chantier de régionalisation avancée.

Le PNUD poursuit une démarche intégrée dans tous les projets mis en œuvre au niveau décentralisé. Les territoires concernés deviennent ainsi des zones de convergence des différentes composantes du programme, produisant de fortes dynamiques d'amélioration de la gouvernance et de relance de l'activité socioéconomique et culturelle, tout en favorisant l'émergence de réponses aux changements climatiques et la mobilisation en faveur de la sauvegarde de l'environnement.

Capitalisant sur le cycle de coopération précédent et sur son expérience Agenda 21 local, le PNUD a étendu en 2012 son appui au processus de planification stratégique participative visant à



techniciens communaux et services extérieurs – a été capital pour la réussite des initiatives génératrices d'emploi pour les jeunes et particulièrement les jeunes femmes.

Par exemple, le « Cluster des oasis du Sahara » créé dans le cadre du POS a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 350 000 dirhams (plus de 40 000 dollars) en 2012 à travers la commercialisation et la valorisation des produits locaux. Grâce à des formations sur le design contemporain et l'amélioration de la qualité, trois coopératives exportent désormais leur production artisanale à l'étranger. De même, certains gîtes ruraux dégagent des chiffres d'affaires très encourageants.

La même approche a présidé à la conduite des autres projets décentralisés. Par exemple, la gestion intégrée des forêts du Moyen-Atlas a d'abord été reflétée dans les PCD des communes pilotes concernées, dans le cadre d'un appui au processus de planification

du développement local. En 2012, ces communes ont finalisé un modèle de gestion participative qui réconcilie la conservation de la forêt et les besoins des populations en les associant à l'effort de mise en valeur durable de la forêt. En 2013, ces modèles seront évalués à des fins de répliation dans d'autres sites.

Dans le cadre du programme ART-GOLD (www.pnud-gold.ma) développé dans les régions de l'Oriental et Tanger-Tétouan, le PNUD et ses partenaires s'emploient également depuis plusieurs années à promouvoir la gouvernance démocratique au niveau local et à soutenir les acteurs nationaux et locaux, publics et privés, dans la mise en œuvre de la décentralisation et du développement local participatif et intégré. En 2012 par exemple, ART-GOLD a appuyé la mise en place dans l'Oriental d'un groupe de travail régional chargé de la planification et de la coordination de la coopération décentralisée.



ZOOM SUR LES OASIS

● ● ● LE MAROC ET LE PNUD SE MOBILISENT POUR SAUVER LES OASIS DU TAFILALET INNOVATION ET TRADITIONS : LA COMBINAISON GAGNANTE

Comment sauver les oasis du Tafilalet? En relançant l'agriculture ? En développant les technologies vertes et l'écotourisme ? En réhabilitant le patrimoine et les traditions ? "Nous faisons tout cela à la fois, de façon intégrée et selon une approche territoriale", répond Kébir Mdarhri Alaoui, responsable de l'Unité environnement et développement durable au PNUD Maroc.

Sur le terrain, les habitants sont conscients de l'urgence d'agir.

Depuis une vingtaine d'années, ils subissent les conséquences de la variabilité du climat et des épisodes extrêmes. "Il était plus que temps de tirer la sonnette d'alarme", estime Hamid, de l'association Tangarfa du douar (village) de Tighfert. "On constate une dégradation dans tous les domaines : la biodiversité baisse, l'exode rural vide les oasis de leur potentiel humain, l'urbanisation gagne, l'eau manque et elle est polluée car il n'y a pas de services d'assainissement. J'ai fait analyser l'eau, ici dans ce douar, et on a trouvé qu'elle était polluée à 100% ! C'est une grande menace qui pèse sur les oasis."

Pour tenter d'inverser la tendance, le PNUD et ses partenaires nationaux et internationaux ont lancé deux grandes initiatives dans le Tafilalet : le Programme Oasis Tafilalet (POT) en 2007 et le Projet d'adaptation aux changements climatiques pour des oasis résilientes (PACC) en 2009. L'objectif du POT est de contribuer à la lutte contre la désertification et la pauvreté. "Ce projet a émergé dans le cadre de l'opérationnalisation de la stratégie nationale d'aménagement et de développement des oasis au Maroc", rappelle Abdelouahed Fikrat, directeur de l'aménagement du territoire. "Il pourrait constituer un modèle pour le futur dans la mesure où il représente un espace de convergence entre le territoire et tous les partenaires et acteurs impliqués dans son développement." Quant au PACC, il vise à réduire les risques posés par le changement climatique dans les oasis à travers l'introduction d'approches innovantes d'adaptation et le renforcement des capacités locales.

OASIS DU TAFILALET, UN REMPART VERT CONTRE LE DESERT

Situé dans la région présaharienne du sud-est du Maroc, le Tafilalet comprend un ensemble d'oasis nichées dans les basses vallées des oueds Ziz et Ghéris, et correspond aujourd'hui à la province d'Errachidia. Autrefois prospère, il abritait l'ancienne Sijilmassa d'où est issue la dynastie alaouite qui règne sur le Maroc.

L'agriculture représente 90% de l'activité économique et emploie 60% de la population active du Tafilalet. Or, déjà fragilisé par le dérèglement du climat, le patrimoine oasien est aussi fortement

détérioré par une gestion irrationnelle de la ressource en eau déclinante et par des pratiques culturelles inadaptées.

La dégradation progressive des conditions de l'exploitation agricole des oasis a entraîné la paupérisation des populations et un fort exode rural. Au total, l'abandon des terres affecte plus de la moitié des palmeraies. Si rien n'était fait pour inverser la tendance, des oasis entiers pourraient disparaître, et avec eux une précieuse barrière végétale et microclimatique naturelle contre l'avancée du désert.



Sur le terrain, des efforts importants ont été déployés pour assurer la relance de la production agricole et le maintien de la biodiversité, limiter la déperdition et la pollution de l'eau, promouvoir le solaire, réformer les pratiques agricoles nuisibles à l'environnement, renforcer les associations féminines de valorisation des produits du terroir et développer l'écotourisme.

A Fezna, une commune rurale située au sud d'Errachidia, six ans d'efforts commencent à porter leurs fruits, même si beaucoup reste encore à faire. Comme dans la plupart des oasis du Tafilalet, les problèmes d'eau, la pauvreté et le manque de perspectives ont chassé une partie de la population. Au cours des dernières décennies, de nombreux hommes, souvent jeunes, ont migré vers le Nord en quête d'une vie meilleure.

Plus que la dégradation des conditions climatiques ou le morcellement excessif des terres, c'est cette rupture de l'équilibre démographique local qui préoccupe le président de la commune, Moussa Slimane. "Pour moi, l'objectif n°1 est d'encourager

les jeunes à ne pas émigrer. Ici dans le passé, il y eu beaucoup de départs mais aujourd'hui, l'émigration est stabilisée." Certains jeunes partis en Espagne sont même revenus suite à la crise économique et financière.

Commune pilote, Fezna a été fortement appuyée par le PNUD et ses partenaires. "La porte d'entrée a été la planification locale. Nous avons soutenu Fezna et d'autres communes du Tafilalet dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan communal de développement axé sur l'adaptation aux changements climatiques", explique Kébir Mdarhri Alaoui.

Pour relancer la production agricole de Fezna, une khattara a été restaurée et cimentée sur un kilomètre de manière à limiter les déperditions d'une ressource en eau de plus en plus rare et difficile à gérer. De même, un mur de protection a été érigé le long de l'oued Ghéris. Conséquence des changements climatiques, les crues des oueds sont devenues très violentes, réduisant les possibilités de capter les eaux de

ruissèlement et entraînant une dégradation des plantations et des ouvrages hydrauliques traditionnels en terre. Dans le même temps, deux coopératives ont été équipées de façon à pouvoir rationaliser les techniques d'irrigation. Remplaçant l'irrigation gravitaire via le système ancestral des séguias, le goutte-à-goutte a été installé sur plusieurs hectares, avec pompage solaire et bassins de rétention couverts.

Pour préparer l'avenir, les élèves du collège de la commune sont également

initiés au développement durable et aux technologies vertes. "Ici, c'était un désert, il n'y avait pas un endroit ombragé, se souvient l'économiste du collège. Maintenant, l'école a reverdi." Les enfants participent à un club d'environnement dans le cadre des activités parascolaires, ont créé une police et un tribunal environnemental pour lutter contre la pollution dans le collège et ont même le loisir de cultiver leur jardin sur une parcelle équipée d'une pompe solaire, du goutte-à-goutte et d'une petite serre-pépinière.

Cette amélioration des conditions d'apprentissage a permis de faire baisser l'abandon scolaire, en particulier des filles, d'autant qu'elle s'est conjuguée à d'autres initiatives comme la gratuité des livres et des fournitures ou la création d'une cantine scolaire. De plus, alors que certains parents retireraient leurs filles du collège pour éviter qu'elles rentrent le soir dans le noir, la commune a aussi installé l'éclairage public. Et pas n'importe quel éclairage : dans le cadre d'un partenariat avec Ecolite et le PACC, le formidable capital soleil de Fezna fait désormais fonctionner des lampadaires solaires le long de la route qui traverse la commune.



COOPERATIVE AL MADANIA : UNE MODERNITE SOUCIEUSE DE SES RACINES

En s'engageant sur la mauvaise piste qui mène à Laachouria, personne ne pourrait se douter que ce village fortifié abrite une expérience unique. Fondée en 2005 à l'initiative d'une vieille famille locale, la coopérative Al Madania pourrait bien devenir un modèle pour le développement d'oasis résilientes.

Le dynamisme des entrepreneurs d'Al Madania est né de la relation maîtrisée entre une identité collective à la fois fermée et ouverte, entre la tradition et une modernité soucieuse de ses racines, de son histoire et de son patrimoine. "En 2003, explique le secrétaire général de la coopérative, un de nos parents a été hospitalisé à Errachidia où il est décédé. Comme ses proches n'avaient pas de moyens, la communauté a pris en charge les frais liés aux soins et au décès. Ensuite, on a eu l'idée de créer

un fonds pour financer les cérémonies de deuil des membres démunis de notre famille. Finalement, en réfléchissant, on s'est dit qu'il valait mieux les aider à gagner leur vie. Et en 2005, on a créé la coopérative Al Madania pour valoriser les terres de notre tribu et soutenir les plus pauvres." Tous les descendants de l'ancêtre éponyme El Madani peuvent y adhérer. Ceux qui disposent d'un revenu régulier versent une cotisation, alors que les pauvres en sont dispensés.

Mais pas question pour les promoteurs du projet d'échouer sur les mêmes écueils que d'autres coopératives de la région. "On connaissait leurs difficultés, expliquent-ils : les divisions, l'anarchie, le morcellement des terres, la dispersion des énergies, le manque de coordination et la mauvaise gestion. Alors, on a voulu convaincre les anciens de remembrer."

Il a fallu deux ans de débats et de séances de sensibilisation pour y arriver, se souviennent-ils. "Finalement, ils ont accepté de remembrer 15 ha et ont promis que si ça marchait, ils feraient la même chose avec les 35 ha de terres restants. C'est un exemple unique dans la région."



Le POT est arrivé à point nommé en 2007 pour étancher la soif d'innovation des enfants de la famille Aït Bel Madani. "On avait déjà l'idée d'introduire des

changements pour s'adapter au climat, explique le président de la coopérative. Le POT nous a appuyés pour installer le goutte-à-goutte et l'énergie solaire pour le pompage de l'eau, développer l'agro-écologie, l'élevage de brebis rustiques D'mane et des cultures résilientes comme les plantes aromatiques et médicinales. Ils nous ont fourni du matériel pour la transformation et la commercialisation des dattes et des produits du terroir. Nous avons aussi eu accès à des formations de qualité et à une masse d'informations utiles sur le cadre législatif national, notamment en matière d'environnement et de sauvegarde du patrimoine."

Dans ce domaine également, les promoteurs d'Al Madania voudraient changer la donne. Ils déplorent la multiplication des bâtiments en dur dans les villages de terre si doux au regard et si parfaitement adaptés au climat. Alors qu'il était déserté et en piteux état, le superbe ksar (village fortifié) en pisé a été en grande partie restauré et équipé de l'eau et de l'électricité. Sur la terre de Laachouria, l'idée d'y créer un gîte rural a germé.

Dans d'autres communes et douars du Tafilalet, les graines du changement ont également poussé. A Magamane par exemple, plus des deux tiers des agriculteurs ont adopté des pratiques mieux adaptées. "Ce n'est pas facile de faire changer les habitudes, explique Ali, l'un des animateurs du POT. Je ne leur dit jamais 'il faut faire ceci ou cela'. On réalise des expériences ensemble sur de petits lopins et ils constatent d'eux-mêmes que le changement est rentable". C'est ainsi notamment que des plantes comme le safran ou le carthame, à forte valeur commerciale et peu consommatrices d'eau, ont en partie remplacé la luzerne et le blé. C'est aussi de cette façon que les agriculteurs ont renoncé aux engrais chimiques au profit d'un riche compost à base de déchets de palmes et de fumier.

Plus loin vers l'ouest, le douar de Tighfert a vu le PNUD Maroc et ses partenaires, dont l'association L'eau du désert, introduire une autre innovation:

les laveries collectives. Ces laveries écologiques, où l'eau est chauffée au solaire et recyclée pour irriguer les parcelles attenantes, sont un outil de lutte contre la pollution des khattaras. "L'objectif est d'éviter que les femmes fassent leur lessive dans les séguia et y déversent des détergents nocifs qui nuisent aux cultures", explique Meriem, la jeune femme du douar d'Izilf qui gère la laverie. Le projet lui a fourni un emploi fixe et permet aux femmes du douar d'économiser du temps au profit d'autres activités. "Notre idée est de créer des activités génératrices de revenus pour ces femmes dans la salle attenante à la laverie, explique Yvette Suzuki, présidente de L'eau du désert. Pour le moment, les hommes s'y opposent mais on continue à discuter. Ici, c'est un projet pilote, on tâtonne. Dans les quatre autres laveries programmées dans la région, on mettra davantage l'accent sur la gouvernance et le volet genre", conclut-elle.

Le volet genre, les activités du PNUD Maroc l'ont largement développé à travers la création de groupements féminins ou d'associations de femmes pour la transformation et la valorisation des produits du terroir. "On préfère travailler avec les femmes car elles sont sérieuses. Elles sont assidues aux formations et on sait qu'avec elles, on aura des résultats", estime Ali. De plus, les femmes possèdent depuis des siècles un précieux savoir-faire en matière de bouturage, d'entretien des parcelles et de récolte. Capitalisant sur ce potentiel jusqu'ici peu valorisé, des groupes de femmes de nombreux douars ont été formés et équipés de matériel moderne pour fabriquer, entre autres, des produits à base de dattes, du couscous, du miel ou du pain ; traiter et conditionner des herbes aromatiques et médicinales comme le safran, la sauge ou la marjolaine ; ou encore extraire des huiles de plantes bienfaisantes comme le carthame ou le nigelle.

"Maintenant qu'une production de qualité et en quantité suffisante est assurée, nous travaillons sur la commercialisation des produits", explique Ali. Une attention particulière est accordée au conditionnement et à l'emballage, tandis que des contacts sont pris avec des plateformes nationales de

distribution comme Maroc Taswik et même à l'étranger via des réseaux d'émigrés. En vue de pérenniser la production et de mutualiser les équipements et les savoir-faire acquis dans le cadre du POT, un groupement d'intérêt économique (GIE) sera mis en place en 2013. D'ores et déjà, les femmes se réjouissent d'avoir vendu une grande partie de leur production lors de salons agricoles, de moussems (fêtes traditionnelles) ou tout simplement dans les souks de la région. Alors même que le secteur du bio ou semi-bio dit "beldi" est en voie de développement et de structuration au Maroc, les produits du terroir ont un bel avenir devant eux.

Cet avenir dépendra en partie de la capacité des oasiens à préserver la biodiversité locale, en particulier les multiples espèces de palmiers dattiers de qualité qui font la renommée du Tafilalet. A Tighfert, depuis quelques années, il ne survivait plus qu'un seul palmier Lahlaout. "L'espèce avait disparu à cause du bayoud (maladie du palmier) et de la sécheresse, explique Hamid, de l'association Tangarfa pour le développement qui gère la pépinière villageoise visant la survie des espèces en danger. Pour sauver le Lahlaout, des rejets ont été prélevés au pied du dernier



UNE GRANDE SOIF D'ÉCHANGES ET DE CONNAISSANCES

"J'ai appris beaucoup de choses" : c'est la réponse qui revient le plus souvent dans la bouche des bénéficiaires des programmes du PNUD Maroc lorsqu'on leur demande ce qu'ils en ont retiré. Témoignages :

"Avant, on ne savait rien, on se contentait de refaire les gestes des vieux. Ce que j'ai le plus apprécié avec le projet, c'est la formation. Comment replanter en toute sécurité, entretenir les plants, bien utiliser la terre et l'eau... Avant, il y avait beaucoup de perte. Par exemple, les vieux attendaient qu'un rejeton de palmier fasse au moins 10 kilos pour le replanter. Maintenant, j'ai appris que l'on peut utiliser même les petits rejets à condition de savoir les aider avec des hormones et de la tourbe. Le jour où j'aurai un peu d'argent, je créerai ma propre pépinière" (un jeune homme de Tighfert).

"Nous avons découvert beaucoup de choses. Sur la production des plantes aromatiques et médicinales (PAM), l'agro-écologie, les techniques culturales, les récoltes, l'hygiène, la transformation et la valorisation des produits,

les techniques commerciales, toute la chaîne... Le savoir est mieux que l'argent. L'argent se dépense mais le savoir reste et c'est lui qui crée l'argent" (une jeune femme de Boutenfig Gaouz).

"En apprenant à cultiver le safran, on a acquis un savoir-faire et on a pu chasser l'ennui. On a visité des endroits où on ne serait jamais allées, on a participé à des salons, on a échangé avec de nombreuses associations et coopératives. On a vu autre chose" (une femme de Goulmima).

"Maintenant, on travaille avec Maroc Taswiq et on a des contacts avec des distributeurs comme Terre et Terroir. Avec le POT, on a aussi pu participer au SIDATTES (Salon international de la dattes d'Erfoud) où on a rencontré les femmes de Jorf qui font du café de dattes. Ça nous a donné l'envie d'en faire aussi, en plus des plantes aromatiques. Ce qu'on aimerait maintenant, c'est apprendre le français et aller sur Internet" (une femme de Tizougaghine).

spécimen, traités en serre jusqu'à ce qu'ils produisent des racines, puis replantés par différents agriculteurs de l'oasis. "Ces hommes ont été formés pour les arroser au goutte-à-goutte, explique Hamid. Car l'eau des séguias, qui circule d'arbre en arbre, transmet le bayoud des palmiers contaminés aux arbres sains." Aujourd'hui, la pépinière a élargi son activité à sept autres variétés de palmiers menacés, dont le Majhoul.

C'est du nom de cette célèbre dattes du Tafilalet, labellisée en 2010, qu'a été baptisé le circuit d'écotourisme mis en place dans le cadre du POT. Projet phare, la Route du Majhoul représente un excellent catalyseur pour le développement local de la région. Avec l'appui de l'Association des promoteurs de l'écotourisme du Tafilalet, créée en 2009, les produits issus de l'agriculture durable et de la valorisation du patrimoine oasien commencent à trouver de nouveaux débouchés. D'ores et déjà, une

dizaine de gîtes ruraux ont été créés dans de superbes ksour ou fermes en terre, et mis à niveau pour offrir des infrastructures et des services de qualité. Tous ont signé une charte d'éthique, figurent dans plusieurs guides internationaux, et certains ont obtenu le label Clef verte. Localement, les attentes vis-à-vis de ce type de tourisme sont grandes. Les femmes comptent écouler une partie de leur production auprès des clients, les jeunes espèrent trouver un emploi, les propriétaires des gîtes songent déjà à créer de nouvelles capacités d'accueil. Lorsqu'on lui demande s'il ne craint pas une baisse de la fréquentation du fait des crises qui touchent l'Europe et l'Afrique du Nord, Moha, propriétaire du gîte Zouala, réplique : "Il ne faut pas trop penser aux risques. Si tu vas par là, tu peux te dire que comme tu finis par mourir, la vie ne sert à rien. Non, il faut vivre dans le présent". Le secret du bonheur.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

PNUD Maroc : www.pnud.org.ma

Route du Majhoul : www.routedumajhoul.com/

Maroc Taswiq : <http://www.maroctaswiq.com>

Coopérative Al Madania : <http://oasisalmadania.com/actualites.php>

Association L'eau du désert : <http://www.l-eau-du-desert.com/ledd/fr/accueil>

GESTION ET RESSOURCES

SYNERGIE ET FÉMINISATION DES RESSOURCES HUMAINES

En 2012, le bureau du PNUD Maroc a consolidé ses efforts en vue de renforcer la synergie et la cohérence de ses interventions.

Ainsi, la jonction établie durant le cycle précédent (2007-2011) entre les différentes composantes du programme (gouvernance, lutte contre la pauvreté, développement durable) a été renforcée, tandis que la structure du bureau était révisée pour mettre en place une seule "équipe programme intégrée".

Le bureau a par ailleurs accordé une importance particulière à l'approche genre et a veillé à assurer une meilleure intégration du genre dans la constitution de ses effectifs. Une parité parfaite a été atteinte

7 sur 14 postes professionnels sont occupés par des femmes

au niveau des postes professionnels puisque 7 sur 14 sont occupés par des femmes. De même, en cas de vacance de postes, les candidatures féminines sont encouragées. L'approche genre est également prise en considération dans la constitution des différents comités de gestion du bureau.

EFFORT DE FORMATION ET PASSAGE AU SYSTÈME IPSAS

L'effort de formation et de renforcement des capacités du personnel du bureau du PNUD Maroc s'est poursuivi en 2012. Il a essentiellement porté sur la mise en œuvre du nouveau système de gestion comptable International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). Ce système conforme aux normes comptables internationales du secteur public a été adopté par plus de 50

gouvernements, ainsi qu'un grand nombre d'organisations internationales.

Reconnues comme les meilleures pratiques applicables aux organisations du secteur public, les normes IPSAS permettront désormais au bureau du PNUD d'assurer :

- **Une reddition améliorée des comptes** grâce à une image plus complète et plus précise des opérations et performances du PNUD ;

- **Une plus grande transparence** sur l'utilisation des ressources qui lui sont confiées par les donateurs et bailleurs de fonds ;

- **Une plus grande crédibilité**, par l'usage des mêmes normes comptables que de nombreux gouvernements ;

- **Une gestion et une programmation d'ensemble améliorées** par une estimation plus précise des recettes et des dépenses ;

- **Une gestion de programme améliorée**, dans la mesure où les IPSAS promeuvent la gestion par les résultats ;

- **L'harmonisation des rapports au sein du système des Nations Unies** et une meilleure aptitude de l'ONU à agir à l'unisson en vue de réaliser ses objectifs généraux, notamment les OMD.

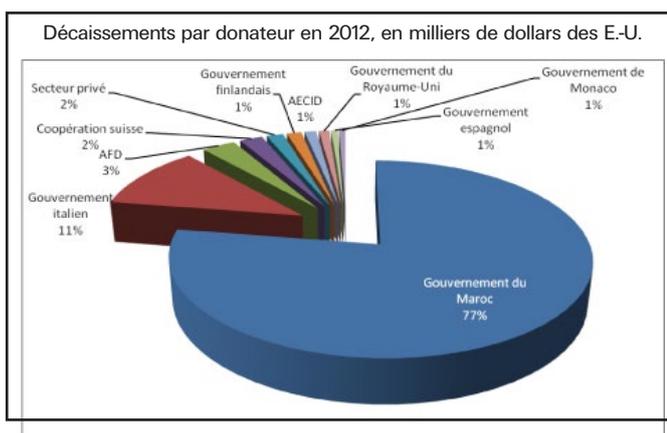
Le Plan de formation de l'année 2012 a également mis l'accent sur la formation en ligne, avec différents modules concernant l'éthique, le harcèlement et le genre. De même, la totalité du personnel a bénéficié des cours de base et avancé relatifs à la sécurité sur le terrain.

Durant l'année 2012, le personnel du bureau du PNUD Maroc a également partagé son expertise avec des collègues d'autres pays. Sollicité par le siège, il a effectué 5 missions d'appui dans plusieurs pays – Abu Dhabi, Haïti et Tunisie.

DES RESSOURCES FINANCIÈRES EN HAUSSE PAR RAPPORT À 2011

En 2012, le programme du PNUD Maroc a mobilisé près de 11 millions de dollars, en hausse de 14% par rapport à 2011.

Plus des trois quarts des fonds ont été alloués par le gouvernement du Maroc (77%). Les principaux bailleurs étrangers ont été le gouvernement italien (11%) et l'Agence française de développement (3%).



LISTE DES ACRONYMES

ADEREE	Agence de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
INDH	Initiative nationale pour le développement humain
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONDH	Observatoire national du développement humain
PAC	Plan d'action commun
PACC	Projet d'adaptation aux changements climatiques pour des oasis résilientes
PAM	Plantes aromatiques et médicinales
PCB	Polychlorobiphényles
POT	Programme Oasis Tafilalet
UNDAF	Plan cadre des Nations pour l'assistance au développement

Crédit Photos : PNUD Maroc



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement

13, Avenue Ahmed Balafrej,
10000 Souissi Rabat - Maroc

Tél. : +212 (0) 5 37 63 30 90

Fax : +212 (0) 5 37 63 30 89

www.pnud.org.ma